

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40722]

**18 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 138 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment son article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services ;

Que cette dernière est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et également à priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs ;

Considérant qu'il convient, afin de garantir la continuité du service public, de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des Services publics ou du fait qu'il n'ait pas été lui-même dans une situation qui lui permette d'exercer ceux-ci ;

Considérant, qu'il convient également de veiller à ce que les services publics soient en mesure de traiter effectivement procédures administratives et les recours relevant de leur responsabilité, tout en évitant que des décisions ne soient prises par défaut dans le cas d'une impossibilité de traitement dans les délais requis ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de suspendre tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Qu'il est proposé que ces délais soient suspendus à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. Ces délais recommenceront à courir le lendemain de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement constatant la fin de la période de suspension ;

Que le Gouvernement peut être appelé à décider de la date d'entrée en vigueur d'un arrêté, il est raisonnable de l'autoriser, dans les circonstances actuelles, de décider de la date à laquelle il cessera de produire ses effets ;

Qu'en effet, la mesure visée dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est à ce point exceptionnelle qu'il s'indique d'y mettre fin dès qu'il apparaît qu'elle ne se justifie plus ou de la prolonger ;

Considérant qu'il est à noter que la suspension des délais n'empêche pas les autorités tant régionales que communales de continuer à prendre des décisions même dans les situations où les délais sont suspendus ;

Considérant qui plus est, nonobstant la suspension des délais de rigueur, que les administrations concernées assurent, notamment, le paiement des rémunérations des membres de leur personnel, des prestations de sécurité sociale, ainsi que le paiement de leurs prestataires pour autant que ça concerne des prestations déjà effectuées ;

Que par ailleurs, le dispositif ici mis en œuvre n'aurait de sens s'il ne s'appliquait pas également aux recours qui peuvent être introduits à l'encontre d'actes des autorités administratives relevant de la législation wallonne devant le Conseil d'État ;

Qu'à ce titre, il convient de modifier l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973 afin de consacrer, dans les mêmes conditions, la suspension pour la même période de la saisine de la juridiction administrative ;

Que cette mesure se justifie sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ; qu'elle est nécessaire à l'exercice des compétences régionales car le dispositif ici mis en œuvre serait privé de cohérence si un recours externe contre un acte administratif était traité différemment d'un recours interne, qu'elle se prête à un traitement différencié dès lors qu'elle ne concerne que les actes des autorités administratives relevant du droit de la Région wallonne et revêt un impact marginal dès lors qu'elle ne s'appliquera que pendant une période très limitée dans le temps ;

Considérant qu'il conviendra de tenir compte de ce délai de suspension pour l'appréhension de la notion du délai raisonnable au sens de la jurisprudence du Conseil d'État ;

Considérant que l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret d'habilitation prévoit que

*« Les arrêtés visés aux articles 1<sup>er</sup> et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis.*

*Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement »*

Considérant, compte tenu de l'urgence extrême à garantir la continuité du service public et à préserver tant la sécurité juridique que le principe d'égalité, il convient que le présent arrêté soit adopté sur le champ ; que ceci, en soi, justifie que ne soit pas consultée la section de législation du Conseil d'État et qu'il en va d'autant plus ainsi que celle-ci connaît bien légitimement des problèmes organisationnels et a fait savoir que « *Compte tenu de l'importante perturbation du fonctionnement normal de la section de législation, il convient de demander l'avis de préférence dans un délai de 60 jours et d'éviter, dans la mesure du possible, les délais plus courts de 5 et 30 jours* » ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté concerne les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** Les délais de rigueur et de recours fixés par les décrets et règlements de la Région wallonne ou pris en vertu de ceux-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sont suspendus à partir du 18 mars 2020 pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.

**Art. 3.** L'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973, est complété par un paragraphe 4 ainsi rédigé :

*« § 4. Les délais applicables au contentieux de l'annulation devant la section du contentieux administratif relatifs à des actes pris par des autorités administratives ou de la réglementation de la Région wallonne sont suspendus à partir du 18 mars 2020 et pour une durée de 30 jours prorogeable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires.*

*Le Gouvernement peut décider de lever cette suspension avant l'échéance du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> »*

**Art. 4.** Le Gouvernement, par arrêté, constate la fin de la période de suspension visée aux articles 2 et 3.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa signature.

Namur, le 18 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur,  
de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire,  
W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

Le Ministre des Finances, du Budget, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DEBUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Être animal,  
C. TELLIER

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/40722]

**18 MAART 2020.** — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 3 betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6 ervan;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis coronavirus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering;

Overwegende dat de WGO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 11 maart 2020;

Gelet op de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, ertoe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten aantasten en bepaalde diensten zelfs verlammen;

Overwegende dat laatstgenoemde de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang brengt en de burgers ook de mogelijkheid ontnaemt om op nuttige en daadwerkelijke wijze hun rechten te gelde te maken in het kader van de administratieve procedures en beroepen;

Overwegende dat, met het oog op het garanderen van de continuïteit van de openbare dienstverlening, het gelijkheidsbeginsel gewaarborgd moeten worden en de rechtsveiligheid gevrijwaard dient te worden, maatregelen genomen dienen te worden die ertoe strekken dat geen enkele burger belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of de uitvoering van zijn verplichtingen wegens de impacten van de gezondheids crisis op de dagdagelijkse werking van de overheidsdiensten of omdat deze zelfs niet in staat zijn deze diensten uit te oefenen;

Overwegende dat er eveneens over gewaakt dient te worden dat de overheidsdiensten in staat worden gesteld de administratieve procedures en de beroepen daadwerkelijk te behandelen die onder hun verantwoordelijkheid vallen en tegelijk voorkomen wordt dat er bij ontstentenis beslissingen worden genomen in het geval van onmogelijkheid om in de vereiste termijnen te handelen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is alle dwingende termijnen op te schorten, vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Overwegende dat voorgesteld wordt dat deze termijnen opgeschort worden te rekenen van 18 maart 2020 en voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden. Deze termijnen beginnen opnieuw te lopen daags na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Regering waarbij het einde van de opschortingsperiode wordt vastgesteld;

Overwegende dat de Regering ertoe gedwongen kan worden, over de datum van inwerkingtreding van een besluit te beslissen, het redelijk is haar er in huidige omstandigheden toe te machtigen te beslissen over de datum waarop een besluit ophoudt uitwerking te hebben;

Overwegende dat de maatregel, beoogd in dit besluit van bijzondere machten, immers in deze mate buitengewoon is dat het aangewezen is deze te beëindigen zodra blijkt dat deze maatregel niet langer verantwoord is dan wel te verlengen;

Overwegende dat opgemerkt dient te worden dat het opschorten van termijnen de overheden, of zij gewestelijk of gemeentelijk zijn, niet verhindert om beslissingen te nemen, zelfs in de situaties waarin de termijnen opgeschort zijn;

Overwegende dat de betrokken administraties daarenboven, niettegenstaande de opschorting van de dwingende termijnen, met name de betaling van de vergoedingen van hun personeelsleden, de sociale zekerheidsprestaties en de betaling van hun uitvoerders waarborgen, voor zover dit betrekking heeft op reeds uitgevoerde prestaties;

Overwegende dat de hierbij ingevoerde regeling overigens op generlei wijze zinvol zou zijn indien zij niet eveneens van toepassing zou zijn op de beroepen die voor de Raad van State ingediend kunnen worden tegen akten van bestuurlijke overheden die onder de Waalse wetgeving vallen;

Overwegende dat het dienaangaande passend is artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 te wijzigen om in dezelfde voorwaarden de opschorting voor dezelfde periode vast te leggen betreffende het aanhangigmaken van zaken voor de administratieve rechtspleging;

Overwegende dat deze maatregel verantwoord is op grond van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; dat zij noodzakelijk is voor de uitoefening van de gewestelijke bevoegdheden daar de hierbij ingevoerde regel van elke samenhang ontdaan zou worden indien een extern beroep tegen een bestuursakte op een wijze behandeld zou worden die zou verschillen van een intern beroep, dat zij zich tot een gedifferentieerde behandeling leent voor zover zij enkel betrekking heeft op de akten van de administratieve overheden vallend onder het recht van het Waalse Gewest en slechts een marginale impact inhoudt voor zover zij enkel tijdens een zeer beperkte tijdsduur van toepassing zal zijn;

Overwegende dat rekening gehouden zal moeten worden met deze termijn van opschorting voor het vatten van het begrip van redelijke termijn in de zin van de rechtspraak van de Raad van State;

Overwegende dat artikel 3, § 1, van het machtigingsdecreet hetvolgende bepaalt:

*“De besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2 kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden.*

*Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen.”;*

Overwegende dat het, rekening houdend met de uiterste dringende noodzakelijkheid om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen en zowel de rechtszekerheid als het gelijkheidsbeginsel te vrijwaren passend is dat huidig besluit onmiddellijk wordt aangenomen; dat dit op zich een verantwoording is voor het feit dat de afdeling wetgeving van de Raad van State niet is geraadpleegd en dat dit des te meer geldt dat genoemd college begrijpelijkerwijze voor organisatieproblemen staat en mede heeft gedeeld dat het *“rekening houdend met de aanzienlijke verstoring van de normale werking van de afdeling wetgeving”* passend is dat *“het advies bij voorkeur aangevraagd wordt binnen een termijn van 60 dagen en dat “voor zover mogelijk kortere termijnen van 5 en 30 dagen vermeden worden”;*

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit heeft betrekking op de aangelegenheden, aan het Waals Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** De dwingende termijnen en de beroepstermijnen, vastgesteld bij de decreten en reglementen van het Waals Gewest of krachtens deze genomen en die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waals Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 worden opgeschort te rekenen van 18 maart 2020 voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden.

**Art. 3.** Artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 wordt aangevuld met een paragraaf 4 luidend als volgt:

*“ § 4. De termijnen, van toepassing op nietigverklaringsrechtspraak voor de afdeling bestuursrechtspraak voor akten genomen door de administratieve overheden of de reglementering van het Waals Gewest worden opgeschort te rekenen van 18 maart 2020 en voor een verlengbare duur van twee maal 30 dagen voor één zelfde duur bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak daartoe verantwoordt ten opzichte van de evolutie van de volksgezondheidsvoorwaarden.*

De Regering kan beslissen deze opschorting op te heffen voor het vervallen van de termijn bedoeld in het eerste lid”.

**Art. 4.** De Regering stelt bij besluit het einde van de opschortingsperiode bedoeld in de artikelen 2 en 3 vast.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking daags na de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 18 maart 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel,  
Onderzoek en Digitale Innovatie, Landbouw en Ruimtelijke Ordening,  
W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DEBUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER